

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES , le 14 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Sevia (dépôt d'huile)

ZI du Bois de Soeuvres
8, Rue du Bouridel
35770 VERN SUR SEICHE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement Sevia (dépôt d'huile) implanté ZI du Bois de Soeuvres 8, Rue du Bouridel 35770 VERN SUR SEICHE.

L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à mise en service (arrêté d'autorisation du 27/08/21)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sevia (dépôt d'huile)
- ZI du Bois de Soeuvres 8, Rue du Bouridel 35770 VERN SUR SEICHE
- Code AIOT dans GUN : 0005522260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site Sevia situé rue du Bouridel à Vern-sur-seiche (différent du site dédié aux pneumatiques situé rue de Nouvoitou) est dédié au regroupement et au transit d'huiles usagées, de liquide de refroidissement et d'eaux hydrocarburées.

Les chauffeurs sont autonomes pour les opérations de chargement / dépotage. Aussi le site n'héberge-t-il pas d'employé en permanence.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Aménagements dans le cadre de la mise en service des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consistance des rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.4.2	/	Sans objet
Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.4.3	/	Sans objet
Voies engin	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.2.2	/	Sans objet
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tableau de classement des activités	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
Niveau des activités	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.3	/	Sans objet
Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.4	/	Sans objet
Implantation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.5.1	/	Sans objet
Mise en rétention du site	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
Protection réseau AEP	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.2	/	Sans objet
Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.4.1	/	Sans objet
Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.1.1	/	Sans objet
Acces des secours	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.2.1	/	Sans objet
zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.3	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection foudre	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.6	/	Sans objet
Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater un début d'activité dans des conditions globalement conformes à celles annoncées dans le projet détaillé dans le dossier de demande d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Tableau de classement des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Prescription contrôlée : Huile usagée, de liquide de refroidissement usagé et de mélange eau/huile – 385 t 2718-1 – A – Transit et regroupement 3550 – A – Stockage temporaire de déchets dangereux – rubrique principale IED 1.1.1.0 – Réseau de piézomètre
Constats : Le site est actuellement doté de trois cuves, chacune dotée de deux compartiments de 35 m3 : - 4 compartiments sont dédiés aux huiles usagées (deux cuves) - 1 compartiment est destiné aux liquides de refroidissement et 1 compartiment est destiné aux eaux hydrocarburées (troisième cuve) > L'installation des trois autres cuves prévues dans le dossier initial devra faire l'objet d'une information de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Niveau des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Prescription contrôlée : La quantité maximale de déchets entreposée sur le site est fixée à 385 tonnes et la quantité maximale admise est de 4000 t/an d'huile usagée, de 500 t/an de liquide de refroidissement usagé et de 500 t de mélange eau/huile. Les seuls déchets autorisés à transiter sur le site sont : <ul style="list-style-type: none">- des huiles usagées- des liquides de refroidissement usagés- des mélanges d'eau et d'huile La collecte des déchets est réalisée dans les départements de l'Ille et Vilaine, des Côtes d'Armor, du Finistère, du Morbihan, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Loire Atlantique et du Maine et Loire. La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 2 000 m ² .
Constats : Les déchets accueillis et leur provenance répondent aux prescriptions. Le site n'a été mis en exploitation que depuis la fin du premier trimestre 2022. Les flux maximaux annuels ne sont donc pas vérifiables.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Prescription contrôlée : Huiles usagées – 10 cuves de 35 m ³ – 350 m ³ -315 t Liquide de refroidissement – 1 cuve de 35 m ³ – 35 t Mélange huile/eau – 1 cuve de 35 m ³ – 35 t
Constats : Voir constat sur point 1.2.1. On notera que les trois cuves présentes ont fait l'objet d'un certificat de conformité après épreuve d'étanchéité par le constructeur.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Aménagements
Prescription contrôlée : Les différentes zones mentionnées ci-dessus sont représentées sur le plan annexé au présent arrêté.
Constats : L'implantation est conforme au plan annexé, notamment en ce qui concerne le respect des exclusions du zonage PPRT.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mise en rétention du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
Prescription contrôlée : De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- mise en rétention des zones de stockage de chargement et de déchargement des déchets liquides dangereux,- imperméabilisation des voiries de circulation des véhicules de livraison,- imperméabilisation complète des zones de stockage et de transfert des déchets liquides dangereux,- mise à disposition de produit absorbant, [...]
Constats : L'aire d'exploitation est entièrement sur enrobés avec pentes vers les regards d'évacuation des eaux de la plate-forme. La présence de produits absorbants a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aquatiques
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,<ul style="list-style-type: none">• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Un plan des réseau a été présenté. Y figurent les regards, les ouvrages de traitement et de coupure ainsi que les zones collectées. Un séparateur d'hydrocarbure supplémentaire, par rapport au projet initial, a été installé avant le bassin de récupération de 70 m3. Des regards ont été installés au droit de chaque évacuation des cuves de rétention. L'aire de dépotage est dotée de son propre regard de collecte.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection réseau AEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aquatiques
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a pu justifier de la bonne installation d'un dispositif anti-retour sur l'arrivée générale d'eau du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aquatiques
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Une vanne guillotine a été installée en sortie du bassin de rétention, avant le second séparateur d'hydrocarbures. La consigne en cas d'incendie précise bien la nécessité de fermer la vanne, ainsi que son emplacement. > Des indications sur l'emplacement de la clé et son sens de manœuvre pourraient être apportées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consistance des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aquatiques
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. V. [...] Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est raccordé à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 70 m ³
Constats : Chaque cuve est dotée d'une rétention métallique d'un volume suffisant. On note la présence sur ces rétentions d'une vanne de purge (pour les eaux pluviales) facilement manœuvrable. > L'exploitant doit préciser les dispositions prises pour garantir que ces vannes sont bien en position fermée en dehors des opérations de purge.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions aquatiques
Prescription contrôlée : L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.
Constats : L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur ces prescriptions. Les réservoirs sont dotés d'un capteur de niveau. Leur alimentation est réalisée à l'aide d'une pompe reliée à un skid et de tuyaux souples raccordés en fonction du compartiment utilisé. > Il est demandé à l'exploitant d'améliorer l'identification des différentes entrées et sorties du skid de façon à réduire le risque d'un branchement erroné lors d'une opération de transfert.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements
Prescription contrôlée : Un bâtiment modulaire représentant une surface de 18 m ² est affecté aux activités administratives et aux sanitaires. Aucun autre bâtiment n'est présent sur le site. Les installations de stockage de déchets sont implantées en extérieur.
Constats : Pas de non conformité relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Accès des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : On note la présence d'une voie d'accès dédiée aux secours.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Voies engin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux secours
Prescription contrôlée : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.
Constats : Un marquage au sol est prévu pour éviter le stationnement d'engins devant le portail d'accès dédié aux secours. > L'exploitant transmettra un justificatif de bonne réalisation de ce marquage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des équipements à risque et de prévention
Prescription contrôlée : Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de zone ATEX sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des équipements à risque et de prévention
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une attestation de conformité initiale des installations électrique en date du 28/03/22.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des équipements à risque et de prévention
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : L'exploitant a prévu de couvrir la plate-forme à l'aide de caméras thermique avec report d'alarme et astreinte. Néanmoins, du fait de difficultés d'approvisionnement des fournisseurs, ces équipements ne sont pas encore installés. > L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la mise en place d'un dispositif adapté de détection incendie sur la plate-forme ainsi que la description des opérations d'entretien prévues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des équipements à risque et de prévention
Prescription contrôlée : Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une analyse du risque foudre en date du 31/03/22 qui conclue à l'absence de protection contre la foudre nécessaire sur le site. Elle préconise toutefois de mettre en place une consigne interdisant tout transfert de liquide inflammable par temps orageux.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des équipements à risque et de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : -D'un poteau incendie d'un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar de pression résiduelle situé à 100 m maximum de l'installation et desservi par une voie carrossable, <ul style="list-style-type: none">• d'une réserve en émulseur de capacité 750 l adaptés aux produits présents sur le site, placée à l'entrée de l'établissement .• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• d'un système de détection automatique d'incendie ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle) de la disponibilité du débit du poteau incendie.
Constats : Des extincteurs sont présents sur le site. La défense incendie est par ailleurs assurée à l'aide d'un poteaux incendie situé à moins de 50 m du site et par une réserve d'émulseur (1000 L - Polyfoam 3/3s pour feux d'hydrocarbures pouvant être utilisé jusqu'à -15°C) dont l'emplacement sera prochainement modifié pour être placé à proximité du portail d'accès des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite